



RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

LA REUNION

Synthèse

26 avril 2013

I. LES CHIFFRES-CLES DE LA FILIERE

Nombre d'entreprises :	305	Poids du secteur en région :	0,76%
dont PME (<250 salariés) :	303		
Nombre de salariés :	3816	Poids du secteur en région :	1,69%
Chiffre d'affaires :	1028 M€		
dont à l'export :	114 M€		
Principales filières représentées :	<ul style="list-style-type: none">▶ Fabrication de sucre (240 M€ CA)▶ Industrie des viandes (180 M€ CA)▶ Fabrication de boissons (176 M€ CA)▶ Industrie laitière (137 M€ CA)		

II. LES PARTICIPANTS A LA REUNION DU 26/04/2013

Le détail des 54 participants figure en **annexe 1** du présent document.

III. LA METHODE DE TRAVAIL

Les **Rencontres régionales pour l'avenir de l'agroalimentaire** ont été préparées par un groupe technique restreint associant le Conseil régional, le Conseil général, la FRCA Réunion (*Fédération Régionale des Coopératives Agricoles de La Réunion*), l'ADIR (*Association Réunionnaise pour le Développement Industriel de La Réunion*) et la DAAF. Les quatre réunions de pilotage ont conduit à cibler 5 thématiques :

▶ THEME 1 : DIVERSIFIER L'APPROVISIONNEMENT DES IAA

Il s'agit ici d'élargir la gamme des intrants des IAA pour développer et diversifier l'offre de produits. Il faut aussi développer de nouvelles productions de matières premières et intrants industriels, complétées par des approvisionnements extérieurs.

▶ THEME 2 : OPTIMISER LES COÛTS DE PRODUCTION DES IAA

Dans un contexte de stabilisation fiscale et sociale :

Le renforcement de la compétitivité des IAA implique de renforcer la capacité de production des IAA (en volume, en qualité, en diversité) d'où des investissements productifs. Il faut aussi élever le niveau de performance industrielle (innovation, efficacité énergétique, valorisation des sous-produits, compétence humaine)

▶ THEME 3 : DIVERSIFIER L'OFFRE ET SE DIFFERENCIER

Pour cela, il faut élargir la gamme de produits locaux aux différents publics cibles et favoriser l'identification de la production réunionnaise. Cela implique donc de :

- développer l'approvisionnement local sur des bases adaptées à chaque filière (en fonction de la capacité de production et du marché accessible) et en s'inspirant des réussites (interprofessions animales)
- développer les capacités de production dédiées pour répondre à la demande sans nuire au frais.

▶ THEME 4 : VALORISER LA DIMENSION D'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE ECOLOGIQUEMENT PERFORMANTE

Le renforcement de la valorisation des co-produits et des sous-produits repose sur :

- la valorisation des co-produits et sous-produits pour créer ou gagner de la valeur ajoutée,
- la valorisation de la multifonctionnalité de l'agriculture en renforçant l'interdépendance des filières,

- la valorisation de l'image de l'industrie agroalimentaire vertueuse

► THEME 5 : DEFINIR LES OUTILS DE LA STRUCTURATION ET DE LA PRODUCTION

La définition et l'orientation des outils de réalisation des projets nécessite de :

- consolider les dispositifs de financement et d'ingénierie financière
- appliquer une équité de concurrence entre l'import et la production locale

Les 5 thématiques mentionnées ci-dessus ont été déclinées sous forme de **5 fiches synthétiques** transmises aux participants dans un dossier préparatoire le 9 avril 2013. Ces 5 fiches figurent en **annexe 2** du présent document.

Afin de débattre autour de ces 5 thématiques, chaque fiche synthétique a été présentée en 5 à 7 minutes le 26/04/2013. Puis cette présentation a été suivie d'une **discussion ouverte** afin **d'alimenter/compléter/ajuster** les fiches à partir des contributions de la matinée.

L'objectif final était d'aboutir à des **propositions concrètes** permettant d'aboutir à un **plan d'action ciblées**. Ce dernier sera décliné dans les documents de programmation en cours d'élaboration.

IV. LE DEROULEMENT DE LA REUNION

9 h : Accueil

9 h 15 : Discours introductifs (20')

- Monsieur le Préfet de La Réunion (10')
- Monsieur le Président du Conseil régional ou son représentant (5')
- Madame la Présidente du Conseil général ou son représentant (5')

9h35 : Panorama des industries agroalimentaires à La Réunion : présentation des chiffres-clés (10')

9h45 : Présentation des 5 fiches thématiques proposées et discussion (2h20')

- FICHE 1 : Diversifier l'approvisionnement des IAA (40')
Présentation par la FRCA
- FICHE 2 : Optimiser les coûts de production des IAA (40')
Présentation par l'ADIR
- FICHE 3 : Diversifier l'offre et se différencier (20')
Présentation par la FRCA
- FICHE 4:Valoriser la dimension d'IAA écologiquement performante (20')
Présentation par l'ADIR
- FICHE 5 : Définir les outils de la structuration et de la production (20')
Présentation par la DAAF (E.JEUFFRAULT)

12h05 : Conclusion (25')

V. LES CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS

Les participants à la rencontre ont fait part de leur accord sur les thématiques abordées par le groupe de travail restreint qui a préparé les fiches techniques. Pour autant, un certain nombre de remarques et observations ont été faites au cours des discussions :

THEMATIQUE 1 : Diversifier l'approvisionnement des IAA

- Daniel Moreau (*Royal Bourbon Industries*) constate une **demande non satisfaite dans le secteur des fruits et légumes**. Cette dernière serait liée à la concurrence entre la filière Canne et la filière Fruits&Légumes. Il propose de travailler sur la mise en place de cultures de légumes en intercalaire. Il insiste par ailleurs sur la nécessaire cohérence des actions menées par le Conseil régional et le Conseil général. Pour les petites entreprises, il est difficile d'accéder aux aides d'où l'importance d'une simplification.

Cette intervention a été l'occasion de faire le point sur la « concurrence foncière » supposée entre la filière Canne et la filière Fruits&Légumes. Cette dernière n'existe pas dans les faits car ce sont entre 500 ha et 600 ha seulement qui sont nécessaires pour les besoins des industriels. Du point de vue des pratiques agronomiques, une meilleure rotation des cultures pourra apporter une solution à cette problématique.

- Sylvie Lemaire (*TEREOS*) confirme qu'il y a de la place pour que des nouvelles filières puissent se développer. Elle rappelle que la SAFER recense 7.600 ha de friches qui peuvent être mobilisées par les différentes filières. En ce sens, on est bien au-delà des besoins exprimés précédemment. Pour elle, il y a effectivement un gros enjeu concernant l'homologation en vue de l'usage agricole de produits et molécules adaptés à la situation tropicale insulaire. En outre, il convient de **maîtriser l'irrigation** qui est un élément essentiel : il existe de grosses disparités de productivité entre territoires.
- Gérard Loiseau (*Montpellier, SupAgro*) signale que pour l'IAA, la qualité des produits (matière première) est essentielle. Il faut donc utiliser moins de produits phytosanitaires.

Cette intervention est l'occasion d'une mise au point. La rubrique relative aux molécules ne vise pas à augmenter les quantités utilisées mais bien à utiliser les « bonnes molécules au bon endroit ». L'action de l'Etat s'inscrit dans ce contexte avec le programme ECOPHYTO 2018.

- Françoise Delabaere (*Qualitropic*) rappelle qu'il y a un projet de plate-forme mutualisée d'éco-extraction qui devrait voir le jour d'ici fin 2013 (canne, F&L, PAPAM, produits de la pêche...). Il s'agit d'un des 10 projets retenus dans le cadre du programme investissements d'avenir. Il faut trouver le bon équilibre entre le financement des intrants et la production locale d'intrants.
- Claude Bihry (*URCOOPA*) souhaite que l'on mette en avant la régulation de marché. De fait, le modèle d'élevage réunionnais correspond à une agriculture de montagne. Les outils de production sont 10 fois plus petits que ceux qui produisent les produits importés. En ce sens, il est indispensable de réguler le marché pour garder une compétitivité des produits. Par ailleurs, il y a des complémentarités entre filières à développer (*paille de canne, déchets d'abattoir etc*)
- Marilyne Cailleux (*DEAL*) rappelle qu'il faut veiller au mode de production écologique des produits et à la traçabilité des produits phytosanitaires.
→ **C'est l'objet de la fiche 4 consacrée à la valorisation d'une industrie agroalimentaire écologiquement performante.**
- Daniel Moreau (*Royal Bourbon Industries*) indique qu'il est essentiel de pouvoir identifier les productions locales. D'après lui, le marché local est phagocyté par les importations à bas prix, sans que le consommateur puisse identifier aisément l'origine des produits.
- Pour finir, Sylvain Liaume (*TCO*) souhaite que soit mis en avant l'aspect logistique.

THEMATIQUE 2 : Optimiser les coûts de production des IAA

- Bertrand Couteaux (*commissaire au redressement productif*) rappelle que l'optimisation des coûts de production passe par une optimisation du coût de l'investissement lui-même.
- Fabienne Remize (*ESIROI*) insiste sur le volet formation et sur l'importance de former des cadres dans un souci de polyvalence compte-tenu du taux de cadres moindre qu'en métropole. Cette situation est à mettre en lien avec la petite taille des IAA locales.
- Didier Mazeau (*CMA*) souligne la capacité des artisans (1.800 entreprises) à innover. L'artisanat est un terreau pour les IAA.
- Pierre Châtelet (*CCI*) rappelle l'importance de la mutualisation des compétences compte-tenu des frais de personnel et de la petite taille des IAA de La Réunion. Il souligne la nécessaire synergie entre la recherche et les IAA.
- Joël Dumont (*DIECCTE*) va dans ce sens et insiste sur l'importance des relations écoles / entreprises.
- Compte-tenu des points évoqués précédemment, Daniel Moreau (*Royal Bourbon Industries*) rappelle que le coût de la main d'oeuvre est un des principaux postes de charges. En ce sens, il juge nécessaire de stabiliser l'environnement social (*exonérations en terme de coût de main d'oeuvre*) et de mettre en place des aides à l'encadrement.

THEMATIQUE 3 : Diversifier l'offre et se différencier

- Bertrand Couteaux (*commissaire au redressement productif*) rappelle que le label n'est pas un sésame pour tout commercialiser : certains labels n'ont aucune valorisation et sont coûteux. Pour lui, il faut d'abord privilégier les moyens marketing.
- Kent Techer (*OCTROI*) mentionne l'obligation d'inclure une part de produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration collective suite au Grenelle de l'environnement. L'absence d'offre locale a conduit à s'approvisionner en volaille AB en dehors de l'île d'où un risque fort que le marché soit occupé par des produits importés.

La difficulté à produire selon le cahier des charges Agriculture Biologique en milieu tropical est rappelée à cette occasion (gestion des nuisibles plus difficile en l'absence de saison froide, problématique des salmonelles etc).

- Pour Carole Ramalingum (*ARIFEL*) le marketing territorial permettrait de développer l'identité réunionnaise dans tous les secteurs.

Concernant l'identification territoriale, il semble utile de simplifier l'étiquetage « Produit péi » / « Nou la fé » dans un souci de meilleure identification par le consommateur. L'identification doit être réalisée à la bonne échelle.

THEMATIQUE 4 : Valoriser la dimension d'industrie agroalimentaire écologiquement performante

- Pour Françoise Delabaere (*Qualitropic*), la valorisation ne concerne pas que les matières organiques : on peut aussi valoriser la matière première brute. Elle souhaiterait que l'on puisse apporter un soutien financier à d'autres types d'études que les études de faisabilité, comme par exemple des études technico-économiques.

Cette intervention est l'occasion de préciser que la fiche met l'accent sur les co-produits et les sous-produits mais cela n'exclut pas la valorisation de la matière brute, de la molécule.

- Frédéric Lorion (*NEXA*) signale une étude menée par NEXA concernant l'Agriculture Biologique à La Réunion et qui a débuté depuis 3 mois. Un état des lieux sera disponible d'ici un mois et donnera des pistes sur la valorisation de ces productions, notamment à l'export.

THEMATIQUE 5 : Définir les outils de la structuration et de la production

- Pour Bertrand Couteaux (*commissaire au redressement productif*), il conviendrait d'envisager un fonds de participation spécifique pour l'IAA.

Ce fonds de participation permettrait de consolider le haut de bilan , notamment à destination des PME.

- Pour Françoise Delabaere (Qualitropic), la simplification des démarches est essentielle.

La simplification administrative est une commande gouvernementale. Pour autant, il n'est pas facile de proportionner les justificatifs demandés au montant du dossier concerné.

- Mathieu Weil (CIRAD) inscrit la réflexion sur l'ingénierie financière dans un cadre plus large, celui de l'Océan Indien. Les pays de l'Océan Indien sont des partenaires et non des concurrents.

ANNEXE 1 : DETAIL DES PARTICIPANTS

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	
AVIFERME SCEA CHEMIN D'EAU MAK YUEN INDUSTRIES SVP SORINORD SORELAIT PAINS ST ROLAN MASCARIN OVOCOOP ROYAL BOURBON INDUSTRIES SUCRIERE DE LA REUNION RHUMS & PUNCHS ISAUTIER	Olivier CHONG FAH SHEN (Directeur) Pascal QUINEAU (Gérant) Huguette BARET Jean-Marc LEFEBVRE (Directeur) Corinne THIA-SONG-FAT Pascal GUERREIRO Pierre-Paul LECCIA (Gérant) Frédéric AUCHE (Directeur général) Y. DORESSAMY Daniel MOREAU (Président Directeur Général) Philippe RONDEAU Danièle LENORMAND (Présidente)
COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Conseil régional de La Réunion Conseil général de La Réunion Communauté intercommunale du Nord (CINOR) Territoire de la côte Ouest (TCO)	Virginie K'BIDI (Vice-présidente) Pierre VERGES (Vice-président) Bruno OUDARD Jean-Paul RAMSAMY Ambroise JEAN-BART Jean-Marc LAURENT Sylvain LIAUME
CHAMBRES CONSULAIRES	
Chambre de commerce et d'industrie de La Réunion (CCI) Chambre des métiers et de l'artisanat de La Réunion (CMA) Chambre d'agriculture de La Réunion	Sardar RAHIM KHAN Pierre CHATELET Didier MAZEAU Marie-Hélène MALAISE Eric PARISOT
SERVICES DE L'ETAT	
M. le Préfet de La Réunion Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de La Réunion (DIECCTE) Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) M. le Commissaire au redressement productif Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)	Jean-Luc MARX Louis BIANNIC Gil CHAULET Eric JEUFFRAULT Nicolas BROD Lionel LEVET Joël DUMONT Maryline CAILLEUX Bertrand COUTEAUX Hervé LE GRAND
SYNDICATS PROFESSIONNEL	
Syndicat du Sucre de La Réunion	Sylvie LE MAIRE (Directrice)
INTERPROFESSION	
Association Réunionnaise Interprofessionnelle des Fruits et des Légumes (ARIFEL) Association Réunionnaise des Organisations de Producteurs de Fruits et Légumes (AROP-FL)	Carole RAMALINGUM (Chef de projet) Joël SORRES
ORGANISMES de FORMATION	
Ecole Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien (ESIROI) IUT de La Réunion LPA de Saint Joseph (EPLA)	Fabienne REMIZE (Directrice du département agroalimentaire) Thomas PETIT (Département Génie biologique) Florence CALTEAU
ORGANISMES DE RECHERCHE	
CIRAD	Matthieu WEIL Claude VUILLAUME Gérard LOISEAU

ORGANISMES TECHNIQUES	
Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie de La Réunion (CRITT) QUALITROPIC Association Réunionnaise pour la Modernisation de l'Economie Fruitière Légumière et Horticole (ARMEFLHOR) Organisme Certificateur Tropic Réunion Océan Indien (OCTROI)	Aurélie AHO-NIENNE (Ingénieur conseil en agroalimentaire) Françoise DELABAERE Alain DAMBREVILLE (Président) Kent TECHER (Responsable Qualité/Certification/Qualification)
AUTRES PARTICIPANTS	
Conseil Economique Social et Environnemental Régional de La Réunion (CESER) Fédération Régionale des Coopératives Agricoles de La Réunion (FRCA) Association pour le Développement Industriel de La Réunion (ADIR) Agence régionale de développement, d'investissement et d'innovation (NEXA) 2G Conseil	Marcel BOLON (Vice-président) Jérôme GONTHIER (Président) Patrick HOAREAU (Directeur général) Françoise DE PALMAS Frédéric LORION Rekha GRIMOIRE Germain GULTZGOFF

ANNEXE 2 : LES 5 FICHES SYNTHETIQUES